



Communauté d'Agglomération

Béthune-Bruay
Artois Lys Romane

Décision N° 2026_251

***Décision Président de la Communauté d'Agglomération
de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane***

**LIEN AVEC LES UNIVERSITÉS, ÉQUIPEMENTS PORTUAIRES, ZONES
D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET IMMOBILIER D'ENTREPRISE**

**CENTRE JEAN MONNET I A BETHUNE (62400) – SIGNATURE D'UN BAIL DEROGATOIRE
AVEC LA CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL (CFDT)**

Considérant que la Confédération Française Démocratique du Travail, (CFDT) a pour objet l'accompagnement des salariés par la défense des revendications et la transformation sociale, réduire les inégalités économiques et sociales,

Vu la décision n° 2025-707 en date du 14 octobre 2025 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane a autorisé la signature d'un bail dérogatoire avec la Confédération Française Démocratique du Travail, pour la location du local dit espace locatif au Centre Jean Monnet 1, d'une surface bâtie de 5704 m², situé à Béthune (62400), Avenue de Paris, cellule n° 63 en R+1, entrée Yorkshire, d'une superficie totale de 74,50 m², à compter du 1er mars 2025 jusqu'au 28 février 2026,

Considérant que l'Union Syndicale Confédération Française Démocratique du Travail souhaite poursuivre la location des locaux au Centre Jean Monnet,

Considérant qu'il y a lieu de signer un bail dérogatoire avec ladite union syndicale, pour la location de la cellule n° 63, en R+1 entrée Yorkshire, d'une superficie de 74,50 m² à usage exclusif de cette organisation au sein du Centre Jean Monnet I, situé à Béthune (62400), avenue de Paris, en R+1 entrée Yorkshire, à compter du 1er mars 2026 jusqu'au 28 février 2027, moyennant :

- Un loyer à titre gracieux
- Un forfait mensuel de charges locatives de 25,00 € HT/m²/an, TVA en sus, soit 1 862,50 € HT, par an TVA en sus, en considérant les 74,50 m² d'occupation, payables dans les conditions prévues au bail annexé à la décision,

En vertu des délibérations du Conseil communautaire en date des 8 juillet, 29 septembre et 17 novembre 2020, 2 février, 16 mars, 13 avril, 25 mai, 19 octobre, 7 décembre 2021 et 31 mai 2022 donnant délégation au Président de approuver les modalités de mise à disposition (en ce compris les procès-verbaux prévu à l'article L1321-1 et suivants du CGCT), d'utilisation, de gestion ou d'entretien des biens ou équipements communautaires ; Décider de la conclusion ou de la révision du louage de choses.

Le Président,

DECIDE de signer un bail dérogatoire avec la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), ayant pour objet la location de la cellule n°63, en R+1 entrée Yorkshire, d'une superficie de 74.50 m² à usage exclusif de cette organisation au sein du Centre Jean Monnet I,

avenue de Paris à Béthune (62400), à compter du 1er mars 2026 jusqu'au 28 février 2027, moyennant :

- Un loyer à titre gracieux
- Un forfait mensuel de charges locatives de 25,00 € HT/m²/an, TVA en sus, soit 1 862,50 € HT, par an TVA en sus, en considérant les 74,50 m² d'occupation, payables dans les conditions prévues au bail annexé à la décision.

PRECISE que la présente décision sera portée à la connaissance du Conseil communautaire lors de sa prochaine réunion.

INFORME que cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Béthune, le **12 MARS 2026**

Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,



DUPONT Jean-Michel

Certifié exécutoire par le Président
Compte tenu de la réception en
Sous-préfecture le : **13 MARS 2026**

Et de la publication le : **13 MARS 2026**

Par délégation du Président
Le Conseiller délégué,



DUPONT Jean-Michel

BAIL DEROGATOIRE

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay-Artois-Lys Romane ayant son siège à l'Hôtel Communautaire, 100 avenue de Londres à Béthune (62400) représentée par son Président, Monsieur Olivier GACQUERRE, dûment autorisé par décision n° 2025_..... en date du .

Ci-après désignée le « Bailleur », d'une part,

Et l'Union Syndicale Confédération Française Démocratique du Travail, (CFDT) en charge du territoire de l'Artois Douaisis, représentée par Monsieur Gilles RICHY en tant que Secrétaire Général.

Ci-après désignée « le Preneur », d'autre part.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'union syndicale Confédération Française Démocratique du Travail, (CFDT) a pour objet l'accompagnement des salariés par la défense des revendications et la transformation sociale, réduire les inégalités économiques et sociales

Vu la décision n° 2025-707 en date du 14 Octobre 2025 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay-Artois-Lys Romane a autorisé la signature d'un bail dérogatoire avec l'union syndicale Confédération Française Démocratique du Travail, (CFDT), pour la location du local dit espace locatif au Centre Jean Monnet 1, d'une superficie bâtie de 5704 m², situé à Béthune (62400), Avenue de Paris, cellule n° 63, en R+1, entrée Yorkshire, d'une superficie totale de 74.50 m² à compter du 01/03/2025.

Considérant que la Confédération Française Démocratique du Travail, (CFDT) souhaite poursuivre la location des locaux qu'elle occupe aujourd'hui,

Il convient de signer un bail dérogatoire au sens de l'Article L 145-5 du Code du Commerce, pour une durée de 12 mois (douze mois) renouvelable dans la limite d'une durée de 36 mois maximale pour la location des locaux sus désignés.

A l'issue de ces trois ans, il pourra être proposé à la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) un bail dit 3/6/9 ans.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

BAIL

Par les présentes, le Bailleur consent un bail dérogatoire au Preneur, conformément aux dispositions de l'article L145-5 du code de Commerce, qui accepte les locaux désignés ci-après :

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES LOCAUX

Le bailleur met à disposition, aux charges et conditions ci-après définies, de la CFDT qui l'accepte, des locaux dits espace locatif au Centre Jean Monnet 1, d'une surface bâtie de 5704 m², situé à Béthune (62400), Avenue de Paris, cellule n° 63, en R+1, entrée Yorkshire, d'une superficie totale de 74,50 m².

Ces locaux sont mis à disposition à titre gracieux hors charges et non meublés.

Tels que lesdits locaux existent, se poursuivent et se comportent, sans aucune exception ni réserve, et sans qu'il soit nécessaire d'en faire une plus ample désignation, à la demande du preneur qui déclare parfaitement les connaître pour les avoir vus, visités et les occupés.

Un état des lieux sera établi entre les deux parties au jour de la remise des clefs.

ARTICLE 2 : BAIL DE DEROGATION :

Le Bailleur ou toute entité en charge du foncier met à disposition, à titre de bail gracieux dit « de dérogation », au Preneur qui accepte, le bien dont la consistance et la désignation figurent dans l'exposé qui précède, ainsi qu'il existe avec toutes ses dépendances.

Le Preneur déclare ici avoir une parfaite connaissance de l'article L.145-5 susvisé et que c'est d'un commun accord avec le Bailleur qu'il a été convenu de déroger aux statuts des baux commerciaux en toutes ses dispositions et singulièrement en ce qui concerne le droit au renouvellement au-delà des 3 ans, auquel le Preneur reconnaît renoncer expressément.

ARTICLE 3 : DUREE DU BAIL

Le présent bail est accepté et consenti pour une durée de 12 mois (douze mois) entiers et consécutifs qui commence à courir le 1^{er} mars 2026 pour se terminer le 28 février 2027.

Cette durée ne sera susceptible d'aucune reconduction automatique. Il sera nécessaire à l'issue de cette première période de contractualiser de nouveau un bail dérogatoire pour une durée déterminée sans pour autant dépasser la durée de trois ans à la date de l'entrée dans les locaux.

Si les deux parties sont d'accord, il pourra être proposé un bail dit 3/6/9.

Le Preneur pourra résilier à tout moment le bail à condition de donner congés par lettre recommandée avec accusé de réception ou acte extrajudiciaire (huissier de justice). Cette occupation cessera fin de mois à l'issu d'un préavis de 1 mois (un mois).

Le présent bail prendra fin de plein droit au 28 février 2027 sans que le Bailleur ait à signifier congé au Preneur.

En conséquence, celui-ci s'oblige à quitter les lieux loués à l'expiration des présentes, sans chercher à s'y maintenir, pour quelque prétexte que ce soit.

Si le Preneur se maintenait en possession, il devrait être considéré comme occupant sans droit ni titre, et son expulsion aurait lieu en vertu d'une ordonnance rendue par le juge des référés, exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel.

ARTICLE 4 : DESTINATION DES LOCAUX

Les locaux présentement mis à disposition à titre gracieux sont exclusivement destinés à l'activité de l'organisation Syndicale de la CFDT.

Le Preneur ne pourra exercer dans les lieux loués, même à titre temporaire aucune autre activité.

Les parties ont, ainsi qu'il a été indiqué ci-dessus, entendu déroger, d'un commun accord, aux dispositions susvisées des articles L.145-1 et suivants du code du Commerce.

En conséquence, le Preneur ne pourra se prévaloir des articles L.145-47 et suivants du code de Commerce pour adjoindre à l'activité ci-dessus prévue des activités connexes ou complémentaires, ou signifier au propriétaire une demande aux fins d'être autorisé à exercer dans les lieux mis à disposition à titre gracieux une ou plusieurs activités non prévues par le présent bail.

Tous les aménagements ayant un caractère d'immeuble par destination, à l'exception du mobilier, resteront la propriété du bailleur en fin de bail, sans aucune indemnité à sa charge.

ARTICLE 5 : LOYER – CHARGES

Le présent bail est en outre consenti et accepté à titre gracieux.

Néanmoins, le preneur remboursera au bailleur sa quote-part de la taxe foncière sur présentation par ce dernier de la quittance qui lui sera adressée en fin d'année.

ARTICLE 6 : CHARGES

Les parties conviennent, le preneur devra acquitter les charges locatives, taxes et prestations mises à la charge par la loi, l'usage des lieux, la présente convention, notamment :

- **eau, électricité, gaz.**

Le montant mensuel des charges locatives sera de **25 € HT/m²/an (vingt-cinq euros), TVA en sus**, soit 1 862,50 € HT par an TVA en sus, en considérant les 74,50 m² d'occupation.

Ces charges pourront être appelées mensuellement, au trimestre ou au semestre.

ARTICLE 7 : DEPÔT DE GARANTIE

Les locaux étant mis à disposition à titre gracieux, il n'y aura pas de dépôt de garantie.

ARTICLE 8 : MODALITES DE RECOUVREMENT

Toute somme due par le preneur au bailleur au titre des charges, impôts et taxes quelconques ou autres et non payée à son échéance produira à compter du jour de son exigibilité si bon semble au bailleur, de plein droit et sans mise en demeure préalable, des intérêts au taux légal, sans que cette stipulation puisse nuire à l'exigibilité ni à la possibilité de demander la résiliation des présentes.

Au cas où, pour arriver au recouvrement de son loyer ou de toute autre somme due par le preneur, le bailleur était obligé de recourir à un huissier, avocat ou tout autre mandataire, tous les frais et honoraires de recouvrement dus à ces personnes seraient à la charge exclusive du preneur qui s'oblige dès maintenant à leur acquit. Contractuellement, les frais et honoraires engagés sont reconnus comme facturables par le bailleur au preneur qui s'engage à les payer.

ARTICLE 9 : ETAT DES LIEUX D'ENTREE ET DE SORTIE

Avant l'entrée en jouissance, un état des lieux sera dressé, contradictoirement et directement entre les parties ou par voie d'huissier aux frais du preneur et du bailleur pour moitié.

La remise des clefs interviendra à l'issue de cet état des lieux.

Le Preneur devra remettre les clefs des locaux dès la fin du présent bail ou lors de son déménagement, si celui-ci est antérieur. A cette occasion, un état des lieux de sortie sera établi contradictoirement entre les parties ou par voie d'huissier aux frais du Preneur et du Bailleur pour moitié.

La remise des clefs ou leur acceptation par le Bailleur, ne portera aucune atteinte à son droit de répéter contre le Preneur le coût des réparations de toute nature dont le Preneur est tenu devant la loi et les clauses et conditions du présent bail, ni au droit d'exiger le paiement de tout ce qui pourrait être dû.

ARTICLE 10 : CONDITIONS GENERALES

Le bail est consenti et accepté sous les charges et conditions suivantes que les parties, chacune en ce qui la concerne, s'engagent à exécuter et accomplir, savoir :

A - CONDITIONS COMMUNES

1) Clause résolutoire

A défaut de paiement à son échéance d'un seul terme de charges, à défaut d'exécution d'une seule des conditions du présent bail, qui sont toutes de rigueur, et après un simple commandement de payer ou une mise en demeure adressée par acte extrajudiciaire resté sans effet pendant un mois, et exprimant la volonté du Bailleur de se prévaloir de la présente clause en cas d'inexécution dans le délai précité, le bail sera résilié immédiatement et de plein droit, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire et nonobstant toutes offres ou consignations ultérieures.

L'expulsion du Preneur ou de tous occupants de son chef pourra avoir lieu en vertu d'une simple ordonnance de référé exécutoire par provision nonobstant opposition ou appel, sans préjudice de tous dépens et dommages-intérêts, et du droit pour le Bailleur d'exercer toute action qu'il jugerait utile, sans que l'effet de la présente clause puisse être annulé par des offres réelles passé le délai sus-indiqué.

2) Solidarité - Indivisibilité

Les obligations résultant du présent bail pour le Locataire constitueront pour tous ses ayants droit et pour toutes personnes tenues au paiement ou à l'exécution, une charge solidaire et indivisible. Dans le cas où les significations prescrites par l'article 877 du Code Civil deviendraient nécessaires, leur coût en sera payé par ceux à qui elles seront adressées.

B - CONDITIONS A LA CHARGE DU LOCATAIRE

Le présent bail est respectivement consenti et accepté sous les charges et conditions suivantes que le Preneur s'oblige à exécuter et accomplir, savoir :

1) Entretien - Réparations

Il entretiendra les lieux loués en bon état de réparations locatives pendant toute la durée du bail.

Il ne pourra exiger du Bailleur, pendant cette même durée, aucune mise en état ni aucune réparation de quelque nature ou de quelque importance que ce soit, sauf les grosses réparations telles que prévues à l'article 606 du Code Civil et le cas échéant les travaux de ravalement.

Le Preneur sera tenu d'effectuer dans les lieux loués, pendant toute la durée du bail et à ses frais, toutes les réparations et les travaux d'entretien, le nettoyage et, en général, toute réfection ou remplacement s'avérant nécessaire, pour quelque cause que ce soit, notamment en ce qui concerne les ferrures des portes croisées, volets roulants, appareils sanitaires, robinetterie, canalisation d'eau, de gaz éventuellement, tuyaux de vidange, etc..., sans que cette énumération soit exhaustive.

Il prendra également toutes précautions utiles pour éviter le gel de tous appareils, conduits et canalisations d'eau ou de gaz, de chauffage ou autres; il supportera les frais de réparations ou dégâts de toute espèce causés par l'inobservation des conditions ci-dessus.

Il devra en outre entretenir tous équipements spécifiques tels que climatisation, ventilations, installations électriques et téléphoniques, conformément aux normes en vigueur, et les rendre en parfait état d'utilisation.

Enfin, il devra rendre les revêtements de sols en parfait état, compte tenu d'une usure normale, à l'exclusion des tâches, brûlures, déchirures ou décollements.

A défaut d'exécution de ces travaux, le Bailleur pourra se substituer au Preneur et les faire réaliser par une entreprise de son choix, aux frais exclusifs du Preneur, sans préjudice de tous frais de remise en état consécutifs à des dommages causés par l'inobservation des dispositions de la présente clause.

Le preneur sera chargé de procéder à l'ensemble des contrôles réglementaires obligatoires à sa charge tel que les contrôles d'électricité, de gaz, le contrôle des extincteurs et trappes de désenfumage, la maintenance annuelle des installations de chauffage notamment ou de tout autre contrôle réglementaire qui serait obligatoire pour assurer l'occupation des lieux et exercer son activité dans le respect des règles de sécurité qui s'imposent à lui. Une attestation ou toutes pièces justificatives devra être fournie au bailleur de manière annuelle. Les installations ou les remplacements éventuels ainsi que les travaux lourds restent à la charge du bailleur à moins qu'ils n'aient été occasionnés par le défaut de réparation d'entretien. Le preneur en sera tenu responsable.

2) Garnissement

Il devra tenir les locaux loués constamment garnis de meubles, effets mobiliers et matériels en quantité et valeur suffisantes lui appartenant, pour répondre à tout moment du paiement des charges et de l'exécution des conditions du présent bail.

3) Transformations

Il aura à sa charge exclusive les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité. Ces transformations ne pourront être faites qu'après accord préalable et écrit du Bailleur et exécutés sous sa surveillance et son contrôle.

4) Changement de distribution

Il ne pourra faire dans les locaux loués, sans le consentement exprès et écrit du Bailleur, aucune

démolition, aucun percement de murs, de cloisons ou plancher, ni aucun changement de distribution. En cas d'autorisation, ces travaux seront exécutés sous la surveillance et le contrôle du Bailleur.

5) Améliorations

Tous travaux, embellissements et améliorations quelconques qui seraient faits par le Preneur, même avec l'autorisation du Bailleur, resteront en fin de bail la propriété de ce dernier, sans indemnité. Sauf convention contraire, le Bailleur ne pourra exiger en fin de bail la remise du bien loué dans son état primitif aux frais du Preneur, en ce qui concerne les travaux qu'il aura expressément autorisés.

6) Travaux

Il supportera la gêne résultant éventuellement pour lui de l'exécution de toutes les réparations, reconstructions, surélévations et travaux quelconques, même de simple amélioration, que le Bailleur estimerait nécessaires, utiles ou simplement convenables et qu'il ferait exécuter pendant le cours du bail dans les locaux loués ou dans l'immeuble dont ils dépendent, et il ne pourra demander aucune indemnité ni diminution de loyer ni interruption de paiement du loyer, quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, même si cette durée excédait quarante jours, à la condition que les travaux soient exécutés sans interruption, sauf cas de force majeure.

Le Preneur devra déposer à ses frais et sans délai tous coffrages et décorations ainsi que toutes installations qu'il aurait faites et dont l'enlèvement serait utile pour la recherche et la réparation des fuites de toute nature, de fissures dans les conduits de fumée ou de ventilation notamment après incendie ou infiltrations et en général pour l'exécution du ravalement, tous agencements, enseignes, etc... dont l'enlèvement sera utile pour l'exécution des travaux.

7) Jouissance des lieux

Il devra jouir du bien loué en bon père de famille et ne rien faire qui puisse en troubler la tranquillité ni apporter un trouble de jouissance quelconque ou des nuisances aux voisins; il devra notamment prendre toutes précautions pour éviter tous bruits, odeurs ou trépidations et l'introduction d'animaux nuisibles, se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements sanitaires, arrêtés de police, et autres et veiller à toutes les règles concernant l'hygiène, la salubrité, et autres.

8) Impôts et charges divers

Le Preneur acquittera ses impôts personnels : taxe professionnelle, taxes annexes aux précédentes, et, généralement, tous impôts, contributions et taxes, fiscales ou parafiscales, auxquels il est et sera assujéti personnellement et dont le propriétaire pourrait être responsable pour lui au titre des articles 1686 et 1687 du code général des impôts ou à tout autre titre quelconque, et il devra justifier de leur acquit au bailleur à toute réquisition et, notamment, à l'expiration du bail, avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

Il remboursera au Bailleur annuellement la taxe foncière au prorata de la durée d'occupation du bien et de la surface d celui-ci.

9) Assurances

Il devra faire assurer et tenir constamment assurés contre l'incendie, pendant le cours du bail, à une compagnie notoirement solvable, le bâtiment, son mobilier personnel, le matériel et, le cas échéant, les marchandises de son commerce. Il devra également contracter toutes assurances suffisantes contre les risques locatifs, le recours des voisins, les dégâts des eaux, les explosions

de gaz et tous autres risques ; il devra justifier de ces assurances et de l'acquit régulier des primes à toute réquisition du Bailleur.

Si l'activité exercée par le Preneur entraînait pour le Bailleur des surprimes d'assurances, le Preneur devra rembourser au Bailleur le montant de ces surprimes.

10) Cession - Sous-location

Il ne pourra, dans aucun cas et sous aucun prétexte, céder son droit au présent bail, ni sous-louer en tout ou en partie les locaux loués sans le consentement exprès et par écrit du Bailleur, sauf toutefois dans le cas de cession du bail à son successeur dans son entreprise ou encore, si le Preneur est une société, à toute société apparentée, étant précisé que constitue une société apparentée, toute société qui est contrôlée à cinquante pour cent (50%) au moins, directement ou indirectement, par la Société bénéficiaire du présent bail.

Dans tous les cas, le Preneur demeurera garant solidaire de son cessionnaire ou sous-locataire pour le paiement du loyer et des charges et l'exécution des conditions du bail et cette obligation de garantie s'étendra à tous les cessionnaires et sous-locataires successifs occupant ou non les lieux.

En outre, toute cession ou sous-location devra avoir lieu moyennant un loyer égal à celui en vigueur à cette date, sera constatée par avenant et devra être stipulée payable directement entre les mains du Bailleur.

11) Visite des lieux

Le Preneur devra laisser le Bailleur, son représentant ou son architecte et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux loués pour constater leur état quand le Bailleur le jugera à propos.

12) Remise des clefs

Il rendra les clefs des locaux le jour où finira son bail ou le jour du déménagement si celui-ci le précédait, nonobstant tout prétendu délai de faveur, d'usage ou de tolérance. La remise des clefs ou leur acceptation par le Bailleur ne portera aucune atteinte au droit de ce dernier de répéter contre le Preneur le coût des réparations de toute nature dont celui-ci est tenu suivant la Loi et les clauses et conditions du bail.

13) Démolition totale ou partielle des biens loués - Destruction - Expropriation

Dans le cas où, par cas fortuit, force majeure ou toute autre cause indépendante de la volonté du Bailleur, les biens loués venaient à être démolis ou détruits, totalement ou partiellement, ou encore déclarés insalubres, le présent bail serait résilié purement et simplement, sans indemnité à la charge du Bailleur.

En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, il ne pourra rien être réclamé au Bailleur, tous les droits du Preneur étant réservés contre la partie expropriante.

14) Exclusion de responsabilité du Bailleur

Le Preneur renonce expressément à tout recours en responsabilité contre le Bailleur :

- en cas de vol, cambriolage ou tout acte criminel ou délictueux qui pourrait être commis dans les lieux loués ou les dépendances de l'immeuble, sauf dans le cas où ces actes seraient commis par toute personne dont le Bailleur serait reconnu civilement responsable.

- en cas de suppression temporaire ou réduction des services collectifs tels que l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone, le chauffage, les ascenseurs, monte-charge, etc....

- en cas de trouble apporté à la jouissance du Preneur par la faute de tiers, quelle que soit leur qualité, sauf si ce ou ces tiers relèvent de la responsabilité du Bailleur, le Preneur devant agir directement contre eux sans pouvoir mettre en cause le Bailleur.

- en cas d'inondation par refoulement d'égouts, humidité, infiltrations, fuites, le Bailleur n'étant aucunement responsable de tous dégâts ainsi occasionnés sauf s'il n'a pas rempli ses obligations au titre de l'article 606 du Code Civil.

15) Tolérances - Modifications

Toute modification des présentes ne pourra résulter que d'un document écrit et bilatéral. Une telle modification ne pourra en aucun cas être déduite, soit de tolérances, soit de la passivité du Bailleur, celui-ci restant libre d'exiger à tout moment et sans préavis le respect et la complète application de toutes les clauses et conditions du présent bail.

C - CONDITIONS A LA CHARGE DU BAILLEUR

Le Bailleur s'oblige à tenir les lieux loués clos et couverts suivant l'usage.

Resteront donc à la charge de ce dernier, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, les grosses réparations, telles que visées à l'article 606 du Code Civil.

Si le bailleur transfère la propriété de tout ou partie des locaux par tous moyens de droit à un tiers de son choix, qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une personne morale, celui-ci se trouvera de plein droit subrogé au bailleur dans tous les droits et obligations résultant du bail tant activement que passivement, sans que cette substitution d'ores et déjà acceptée par le locataire n'entraîne la novation au bail.

ARTICLE 11 : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Le loyer résultant du présent bail qui s'entend valeur hors taxe entre le champ d'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et se trouve exonéré en contrepartie de tout droit proportionnel d'enregistrement en application des dispositions combinées des articles 257 et 740-I du C.G.I.

Le Bailleur qui opte pour l'assujettissement des loyers de la Taxe sur la Valeur Ajoutée facturera en conséquence au Preneur le montant de la taxe afférente, selon le taux en vigueur à chaque échéance, ladite taxe devant lui être réglée en même temps que le loyer lui-même et selon les modalités prévues audit contrat.

ARTICLE 12 : DIAGNOSTICS

Amiante :

Le propriétaire déclare que l'immeuble objet des présentes n'entre pas dans le champ d'application de l'article R.1334-23 du Code de la santé publique, comme ayant été bâti en vertu d'un permis de construire délivré après le 1er juillet 1997.

Diagnostic de performance énergétique :

Les parties déclarent que le bien loué n'est pas concerné, en l'état actuel, par les dispositions des articles L 134-1 à L 134-5 du Code de la Construction et de l'Habitation.

En effet, ledit bien étant un bâtiment à usage industriel " ne demandant qu'une faible quantité d'énergie pour le chauffage", l'obligation de produire un diagnostic de performance énergétique, ne s'applique pas au présent bail, conformément aux dispositions de l'article R 134-1 3° du Code susvisé.

En sont dispensés, les bâtiments ou parties de bâtiments à usage agricole, artisanal ou industriel, autres que les locaux servant à l'habitation, dans lesquels le système de chauffage ou de refroidissement ou de production d'eau chaude pour l'occupation humaine produit une faible quantité d'énergie au regard de celle nécessaire aux activités économiques ;

En conséquence de la présente déclaration, le preneur déclare accepter de signer le bail en l'état, faisant son affaire personnelle de cette situation et renonçant à tout recours contre celui-ci, à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 13 : ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Etant ici rappelé que conformément à l'article L 125-5 du Code de l'environnement, les locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en conseil d'état, sont informés par le bailleur de l'existence des risques visés par ces plans ou ce décret.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 2005-134 du 15 février 2005 codifié à l'article R.125-26 du Code de l'environnement, un état des risques établi par le bailleur, ce jour, au vu du dossier communal d'informations, est demeuré ci-annexé. Le preneur déclare en avoir pris connaissance à la signature du bail.

ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- Le Syndicat dans les locaux mis à disposition
- Le bailleur en son siège.

ARTICLE 15 : LITIGE

En cas de désaccord sur l'exécution de la présente, les parties conviennent de procéder au règlement amiable avant tout recours devant la juridiction compétente.

Fait en deux originaux,

A Béthune, le

Le Preneur,

La Confédération Française
Démocratique du Travail, (CFDT) en
charge du territoire de l'Artois
Douaisis,
Représentée par son Secrétaire
Général,

Gilles RICHY.

Le Bailleur

La Communauté d'Agglomération de Béthune-
Bruay, Artois Lys Romane

Par délégation du Président,
Le Conseiller délégué

Jean-Michel DUPONT.

PROJET

CENTRE JEAN MONNET I

ETAGE	Bâtiment A		Bâtiment B		Bâtiment C		Bâtiment D		Bâtiment E		Bâtiment F		Bat SPPI
5	DREAL 6 Pas de TVA	DREAL 12 Pas de TVA	18	24	30	4	35	40	45	50	55 DEV ECO	61 DEV ECO	66 DEV ECO
4	DREAL 5 Pas de TVA	DREAL 11 Pas de TVA	SMOE 37 TVA	SMOE 33 TVA	SMOE 29 TVA	3	PLIE 34 Pas de TVA	PLIE 39 Pas de TVA	PLIE 44 Pas de TVA	PLIE 49 Pas de TVA	54 DEV ECO	60 DEV ECO	65 DEV ECO
3	DREAL 4 Pas de TVA	DREAL 10 Pas de TVA	16 IEN	SMOE 32 TVA	SMOE 28 TVA	2	33 GAEC	UDDEN 38 Pas de TVA	43 CGT/FSU	48 DEV ECO	53 DEV ECO	59	64
2	DREAL 3 Pas de TVA	DREAL 9 Pas de TVA	15	AULA 21 TVA	AULA 27 TVA	1	AULA 32 TVA	AULA 37 TVA	42 CFE/CFTC	47 Médécine du travail TVA	Medecine du travail 52 TVA	Medecine du travail 58 TVA	63 CFDT
1	DREAL 2 Pas de TVA	DREAL 8 Pas de TVA	14	20	AULA 26 TVA	RDC	AULA 31 TVA	AULA 36 TVA	ville de bethune 41	AVOCAT 46 TVA	AVOCAT 51 TVA	UNION SYNDICALE SOLIDAIRE DE BETH 57 TVA	62 FO/UNSA
RDC	DREAL 1 Pas de TVA	DREAL 7 Pas de TVA	DREAL 13 Pas de TVA	19 BAS CARBONE	25 BAS CARBONE		CAVE	CAVE	CAVE	CAVE	CAVE	CAVE	CAVE
	ENTREE ASTURIAS		ENTREE CATALOGNE		ENTREE PIEMONTE		ENTREE RHENANIE		ENTREE WALLONIE		ENTREE YORKSHIRE		
	SPPPI Pas de TVA												

VIDE	
DREAL: 916 m ² cellules 1 à 13	
Maitre Sandra Bonnet 78 m ² cellules 46 et 51	
SMOE Cellule 17,22,23,28 et 29	
BAS CARBONE 19,25	
FO / UNSA cellule 62	
UNION SYNDICALES ET SOLIDAIRES DE BETHUNE Cellule 57	

SOUVENIR Français: 48 m ² Cellule 56	
PLIE / CABBALR 308 m ² Cellule 34,39,44 et 49	
AGENCE D'URBANISME DE L'ARTOIS: 604 m ² Cellules 21,26,27,31,32,36,37	
CGT/FSU Cellule 43	
ville de bethune 41	
CFDT cellule 63	
GAEC Cellule 33	

UDDEN: 53 m ² cellule 38	
INSPECTION EDUCATION NATIONAL: 110 m ² cellules 16	
CG 62 FPT MEDECINE PREVENTIVE: 177 m ² Cellule 47,52,58	
CFE/CFTC Cellule 42,47	
SPPI	
DEV ECO Cellule 48,53,54,55,60,61,65,66	